

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 CARCASSONNE

CARCASSONNE, le 03/07/2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/06/2023

Partie nominative

DISTILLERIE COOPER AGRI DU VAL D'AUDE

GROUPE GRAP'SUD
120, chemin de la Regordane
30360 Cruviers-Lascours

Affaire suivie par : MONTAUBAN Christophe

Téléphone : 04.48.18.59.06

Courriel : christophe.montauban@developpement-durable.gouv.fr

Références : 2023-285

Code AIOT : 0006600291

Pièces jointes : /

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 01/06/2023 de l'établissement DISTILLERIE COOPER AGRI DU VAL D'AUDE implanté Rue Doct Ferroul 11700 PUICHERIC. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

- MONTAUBAN Christophe, Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales, Cellule C1, inspecteur de l'environnement

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

Visite inopinée : Aucune personne n'a été rencontré à cette occasion.

Le courriel d'échange avec l'administration est : rparienti@grapsud.com.

Approbateur	Vérificatrice	Rédacteur
Le Chef de l'UiD AUDE/PO Laurent DENIS	La responsable de la cellule 1 Lisa BARRIERE	L'inspecteur de l'environnement MONTAUBAN Christophe

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 01/06/2023 de l'établissement DISTILLERIE COOPER AGRI DU VAL D'AUDE implanté Rue Doct Ferroul 11700 PUICHERIC, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 CARCASSONNE

CARCASSONNE, le 03/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DISTILLERIE COOPER AGRI DU VAL D'AUDE

GROUPE GRAP'SUD
120 chemin de la Regordane
30360 Cruviers-Lascours

Références : 2023 285
Code AIOT : 0006600291

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/06/2023 dans l'établissement DISTILLERIE COOPER AGRI DU VAL D'AUDE implanté Rue Doct Ferroul 11700 PUICHERIC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Cette inspection inopinée s'inscrit dans un contexte de surveillance du site au regard de la sensibilisation du voisinage sur la problématique des odeurs.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTILLERIE COOPER AGRI DU VAL D'AUDE
- Rue Doct Ferroul 11700 PUICHERIC
- Code AIOT : 0006600291
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le Groupe Grap Sud exploite sur la commune de Puichéric un complexe de bassins de stockage et d'évaporation d'effluents d'origines viticoles/vinicoles ainsi qu'une zone de diffusion / stockage de marcs / criblage des marcs / compostage de marcs.

Les principaux effluents déversés dans ces bassins proviennent pour l'essentiel de la zone de stockage des marcs et des deux caves de vinification de Puichéric. Le site est également autorisé à accueillir des effluents d'origine Viticoles/vinicoles de provenance extérieurs.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nuisances olfactives	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 4.3.1	/	Sans objet
2	Bassins	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 4.3.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Propreté établissement	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 6.7	/	Sans objet
4	Propreté établissement	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 5.2.4 et 9	/	Sans objet
5	Accès	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 5..2.4	/	Sans objet
6	Marc	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 10	/	Sans objet
7	Classement ICPE	Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 5.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation relevée au jour de la visite n'appelle pas d'observation particulière nécessitant la mise en place d'un suivi d'actions. L'action de l'exploitant pour gérer la problématique des odeurs est relevée par le président De l'association "Collectif pour un air respirable" (dénommé par la suite "Le plaignant") qui note une très nette évolution sur ce sujet.

Les points mis en avant par le président de cette association dans son mail du 2 juin 2023 n'ont pas pu être confirmés et de fait n'ont pas donné lieu à des actions particulières de la part de l'inspection. Le contenu de cette plainte évoque les aspects suivant :

"- le marc, le 2 juin, est encore en stock. Il est indiqué dans l'arrêté de 1997 que le site doit accueillir au maximum 6000 m3 de marc : cette année un stock de 12000 à 15000m3

- l'activité du traitement est toujours en cours

- les préconisations de l'arrêté de 1997 ne sont pas respectées.

- le compostage du marc ne semble pas autorisé.

Nous constatons une nouvelle fois que l'Etat promulgue des lois et des préconisations qu'il est incapable de faire respecter. Les habitants de Puicheric sont encore victimes de cette défaillance."

Il est par ailleurs précisé les éléments de contexte suivants :

- la visite d'inspection s'est déroulée un jour avant la réception de cette plainte pour ce site;
- le plaignant a eu un échange téléphonique avec l'inspecteur de l'environnement qui avait réalisé la visite sur site la veille et, qu'au cours de cet entretien téléphonique, ce dernier a bien reconnu que les actions de l'exploitant ont permis de supprimer la majorité des nuisances olfactives issues notamment des bassins.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Maîtrise des odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si nécessaire, les effluents stockés dans ces bassins bénéficieront d'un traitement pour combattre les éventuelles mauvaises odeurs. La lame d'eaux résiduaire contenue dans les bassins ne devra pas dépasser 0,5 m de hauteur. Un dispositif installé à demeure, permettra de s'assurer facilement du respect de cette hauteur. Les bassins seront curés annuellement des boues de décantation dans la mesure où il n'est pas enlevé la partie argileuse constituant le fond des bassins. Ces bassins seront construits selon les préconisations édictées dans l'étude géotechnique les concernant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection de l'environnement a effectué une visite d'inspection inopinée, le jeudi 1er juin 2023 à 08h50, dans le voisinage des bassins de stockage d'effluents et aux abords du site des bassins et de la zone de stockage des marcs afin d'observer la situation sur la thématique "ODEURS" et propreté du site.</p> <p>L'inspection s'est déplacée derrière les bassins ainsi que dans le voisinage proche du site jusqu'au rond point de la mairie.</p> <p>Principales conditions climatiques relevées : la température affichée par la sonde véhicule est de 18°C ; la présence de traces de pluies récentes - sols et végétations humides ; l'absence de vents.</p> <p>Il ressort de cette observation les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aucune odeur singulière ou nauséabonde en provenance des bassins ou de la zone de stockage des marcs n'a été observée. Seules sont identifiables, aux abords du site des bassins et des bassins décanteurs de collecte des eaux de pluies de la zone de stockage des marcs, des odeurs qui caractérisent la présence d'effluents viticoles/vinicoles, - les règles de mesure de la hauteur des effluents dans tous les bassins sont bien présentes et bien lisibles, - la hauteur d'effluents réglementaire de 0,50 m est respectée, - une végétation "fraîche" est présente de façon globale sur tous les espaces verts, - l'ensemble du site (bassins et zone de stockage des marcs) présente un aspect entretenu et propre. <p>Action retenue :</p> <p>A ce stade, aucun suivi particulier n'est retenu par l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Bassins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 4.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La lame d'eaux résiduelles contenue dans les bassins ne devra pas dépasser 0,5 m de hauteur.
Constats : A l'occasion d'une inspection inopinée, le jeudi 1er juin 2023 à 08h50, l'inspection a constaté le respect de cette prescription. Action retenue : A ce stade, aucun suivi particulier n'est retenu par l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Propreté établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 6.7
Thème(s) : Autre, Entretien des espace
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les sols et cuvettes de rétention seront exempts de matières combustibles telle que : chiffons, papiers, herbes, etc.
Constats : En compléments du constat n° 1, les éléments suivants sont relatés. L'exploitant, sollicité sur la situation de son site, apporte les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• Historique des traitements sur le site de Puichéric : 19/20 : 5000 tonnes 20/21 : 5800 tonnes 21/22 : 3500 tonnes, non représentatif car très faible récolte 22/23 : 7000 tonnes• A ce jour, il reste :<ul style="list-style-type: none">- 300 tonnes de marcs à traiter - fin des opérations : ce vendredi 09 juin ;- 450 tonnes de matières à évacuer (marcs, pépins) - fin des opérations programmée au 23 juin. Conclusion : plus d'activités d'ici le 26 juin jusqu'à la reprise des vendanges. La plateforme est nettoyée au fur et à mesure pour éviter toute gêne ; les tas de marcs sont à 3 mètres des limites pour éviter l'envol de poussières et limiter les impacts visuels. Action retenue : A ce stade, l'inspection note les efforts et actions mises en œuvre par l'exploitant concernant la gestion des marcs sur le site. Aucun suivi particulier n'est retenu par l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Propreté établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 5.2.4 et 9
Thème(s) : Autre, Nettoyage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Poussières : L'établissement sera tenu dans un état de propreté satisfaisant et notamment les pistes de circulation, l'intérieur des ateliers et des conduits d'évacuation feront l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter l'envol de poussières. Toutes dispositions seront prises pour éviter la prolifération des mouches, des rongeurs ou insectes.
Constats : En complément du constat n° 1, les points suivants sont apportés : Le plaignant attire l'attention sur la présence de marcs au-delà des délais mentionnés par l'AP de 1997 (article 5.2.5 : ...Les marcs seront évacués de la distillerie entre le 15 septembre et le 31 mai de l'année suivante...) Le constat n° 3 apporte des éléments sur les quantités stockées et la gestion des stocks de marcs encore présents. L'inspection note par ailleurs que cette prescription datant de 1997 est devenue inadaptée et semble "décalée" au regard des évolutions climatiques qui ont entraîné la modification des périodes d'activité et de vendanges et donc la modification des périodes de stockage de marcs. Dans ce contexte, cette prescription sera amenée à évoluer à l'occasion de la prochaine mise à jour de l'arrêté du site. Par ailleurs, au cours d'un contact téléphonique avec le plaignant le 1er juin 2023, celui-ci à reconnu que les actions de l'exploitant ont permis de diminuer efficacement les nuisances olfactives issues du site. La prescription mentionnée précédemment et issue de l'arrêté préfectoral du site de 1997 (article 5.2.5) vise bien la maîtrise des émissions olfactives. Sur ce point, l'ensemble des actions engagé par l'exploitant jusqu'à ce jour semblent répondre à cet objectif. Action retenue : Par conséquent, aucun suivi particulier n'est retenu par l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 5..2.4
Thème(s) : Autre, Contrôle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le pétitionnaire devra se soumettre aux visites de l'établissement qui seront effectuées par des agents désignés à cet effet. Le responsable de l'établissement prendra les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances et en particulier, lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'administration ou les services d'intervention extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.
Constats : Au cours de l'inspection, les accès à la zone de stockage des marcs ne sont pas totalement maîtrisés : chaîne détendue; L'exploitant sollicité précise que cette situation va être corrigée. Action retenue : L'exploitant doit garantir le contrôle des accès sur son site dans le temps. L'inspection ne retient pas ce point dans le suivi des actions, ce point pourra être vérifié à l'occasion d'inspection ultérieure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Marcs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 5.2.5
Thème(s) : Autre, Évacuation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Marcs : Le volume des marcs frais stockés en attente de traitement sera limité à la quantité nécessaire pour assurer le fonctionnement normal de ta distillerie. Le stockage des marcs épuisés sera limité dans le temps : ils devront être traités et évacués dans les délais les plus rapides afin d'éviter toute fermentation et la propagation des mauvaises odeurs. Les marcs seront évacués de la distillerie entre le 15 septembre et le 31 mai de l'année suivante. Entre le 1 juin et le 14 septembre, les marcs éventuellement restant ne seront pas manipulés.
Constats : Les constats précédents apportent des éléments sur cette situation (constats 3 & 4). En complément, cette prescription apporte plusieurs alternatives dans la gestion des stocks afin de limiter la gêne olfactive générée par les mouvements de marcs. L'inspection note par ailleurs que cette prescription datant de 1997 est devenue inadaptée et semble "décalée" au regard des évolutions climatiques qui ont entraîné la modification des périodes d'activité et de vendanges et donc la modification des périodes de stockage de marcs. Dans ce contexte, cette prescription sera amenée à évoluer à l'occasion de la prochaine mise à jour de l'arrêté du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Classement ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 5.2.1
Thème(s) : Autre, rubriques ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rubrique n° 2171 : 6030 m ³ de marcs non épépinés et de boues Rubrique n° 2170 : < 1t/j
Constats : L'activité du site n'a pas évolué depuis l'AP de 2012.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet